Démocratiser les processus de décision

Louis O'Neill

Volume 10, numéro 3, 1986

Correspondances : la construction politique de l'objet esthétique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006378ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006378ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

O'Neill, L. (1986). Démocratiser les processus de décision. *Anthropologie et Sociétés*, 10(3), 212–213. <https://doi.org/10.7202/006378ar>

DÉMOCRATISER LES PROCESSUS DE DÉCISION

Les anthropologues sont souvent invités à prendre position sur des problèmes qui concernent la qualité de vie ou l'intégrité du patrimoine socio-culturel d'une collectivité, plus spécifiquement de communautés que menacent des changements technologiques majeurs ou des projets de promoteurs industriels. Le cas actuel de la militarisation du Nord québécois fournit un exemple approprié du genre de problèmes où l'on est enclin à rechercher l'avis des anthropologues.

Mais la procédure utilisée lors de tels recours est souvent décevante. Ainsi a-t-on tendance à consulter en retard, alors que les jeux sont faits. La façon dont on consulte donne parfois l'impression qu'on recherche moins un éclairage que la caution d'une décision déjà arrêtée. On permet aux personnes consultées de se prononcer sur des modalités secondaires du projet, mais on accepte difficilement que soit remis en question le bien-fondé de l'entreprise. Ces failles de la consultation se décèlent justement dans le dossier des vols à basse altitude, composante majeure de la militarisation des territoires nordiques.

Il me semble néanmoins que les anthropologues ne doivent pas abandonner la partie. Même une consultation mal faite et en partie truquée au départ peut avoir un impact sur l'opinion publique. À preuve la crainte et la détestation que ressentent les promoteurs de projets douteux, quand il est question de soumettre l'affaire à des commissions d'études chargées de faire la lumière sur les aspects écologiques, humains et sociaux. Une amorce d'éclairage peut suffire parfois à déclencher un débat public aboutissant à la révision de décisions déjà prises.

Surtout qu'il arrive que les enjeux dépassent de beaucoup ce qui est explicité dans la problématique initiale. Ainsi, dans le dossier des vols à basse altitude, ce sont non seulement les communautés de la Basse-Côte-Nord qui risquent d'être gravement affectées, mais aussi l'ensemble de la société québécoise. En effet, les exercices militaires auxquels on s'adonne là-bas et dont on veut accroître la fréquence dépassent le niveau d'une banale stratégie défensive. Ils ouvrent la voie à l'enclenchement d'un processus pouvant conduire à une éventuelle troisième guerre mondiale. Ils permettent d'explorer la possibilité technique d'exporter chez l'ennemi l'offensive préventive, possibilité qui n'exclut pas une guerre nucléaire limitée. Le contrecoup prévisible, c'est la transformation du territoire québécois en lieu d'affrontement entre les deux Grands et, dans la suite, la généralisation du conflit à l'échelle mondiale.

Il y a là une question majeure qui concerne tous les citoyens, anthropologues inclus, et sur laquelle la consultation est plus que souhaitable. Et cela nonobstant le fait que, traditionnellement, les États n'ont pas l'habitude de prendre avis de leurs commettants avant de les précipiter dans l'enfer de la guerre. On préfère, quand se profile le spectre de l'affrontement armé, réanimer les impulsions belliqueuses, réveiller les vanités collectives et la fierté, cultiver le syndrome de l'ennemi et attiser la peur.

On invoque aussi la soudaineté des événements pour se dispenser de consulter. Or, dans le cas qui nous intéresse, il n'y a pas urgence. Nous profitons d'un sursis, donc d'un temps disponible pour engager un débat public et réclamer le droit d'être entendus, que l'on soit anthropologue ou citoyen ordinaire. L'occasion est belle pour transiter de la *démocratie de consentement* à la *démocratie de participation*. On pourrait, par exemple, tenir un référendum sur des questions telles que la militarisation du Nord québécois, les vols à basse altitude, notre appartenance à l'OTAN, etc. Bref, ce que nous devons revendiquer, c'est le droit d'être consultés avant d'être exterminés. Une telle requête n'a rien d'extravagant.

Un tel dossier m'apparaît éminemment anthropologique. Au lieu de gémir sur les malheurs et les misères de la consultation, les membres de la noble confrérie devraient plutôt s'employer à impartir à celle-ci le maximum d'efficacité souhaitable et voir comment on pourrait rendre opérationnels des

mécanismes actuellement utilisés pour détourner l'attention des véritables enjeux et cautionner des projets douteux et risqués.

Il faut réussir à démocratiser les processus de décision en des matières qui engagent la survie même de la grande famille humaine.

Louis O'Neill
Faculté de théologie
Université Laval

AU COEUR DE LA MARGE (Réplique à Bernard Arcand)

Réagissant aux propos de Corin maintenant publiés (Corin 1986) sur notre façon occidentale d'aborder la folie, Arcand (1986), sous l'inspiration des savantes expositions de Baudrillard sur les fatalités de l'Occident, cherche à montrer que cette auteure, probablement par négligence d'une lecture attentive de Baudrillard, n'a pas compris le fond des choses et erre sérieusement en pensant qu'ici en Occident la folie est banalisée alors que, dans les sociétés traditionnelles, elle serait attentivement traitée.

Selon Arcand, notre folie occidentale questionnerait plutôt le centre identifié par Corin alors qu'ailleurs, là où cette dernière trouve des baumes sociaux raffinés et diversifiés, c'est le centre qui questionne la folie, la rendant même marginale et inacceptable. Dans ces sociétés, aux dires d'Arcand, les fous seraient même sujets à la répression. Ici, rien de cela. La folie nous côtoie. Elle est nous. « Nous sommes tous devenus marginaux, du moins nous le croyons, et la société prend sous nos yeux forme d'un assemblage grandissant de niches de marginalités multiformes » (Arcand 1986: 142). Dans cet univers, le fou d'ici, celui qu'on banaliserait en l'institutionnalisant, serait en réalité « tout au plus incompris et malchanceux ». Isolé, il pourrait néanmoins vivre sa folie. Mieux. Il se transformerait même, par la folie qui l'habite et l'incompréhension que nous en avons, en un témoin inquiétant qui sème le doute et l'incertitude au centre. En quelque sorte, il deviendrait par la magie des signes le crucifié des temps modernes. Notre baume à nous pour demeurer des marginaux en liberté tout juste compris mais combien chanceux.

Je ne crois pas simplifier outre mesure les idées d'Arcand en les paraphrasant de la sorte. Dans sa note de recherche (!), il modifie les caractéristiques de notre centre telles qu'identifiées par Corin et les transforme en un amalgame de marginaux. Le fou, le marginalisé des marginalisés, apparaît alors centré ou partie du centre puisqu'il possède sa niche à lui. De cette niche, il aurait même une fonction thérapeutique à remplir auprès des autres marginaux alors que, dans les sociétés traditionnelles auxquelles réfère Corin, en l'absence d'une telle niche, le fou serait forcé à la thérapie et n'aurait aucune fonction sociale particulière.

Lorsqu'on raisonne à l'intérieur des prémisses de la seule logique, surtout assis confortablement sur un des balcons douillet des tours d'ivoire universitaires, un tel revirement est de l'ordre du possible. Théoriquement, tout est permutable. Du moins sur un ordinateur ou dans le cerveau du penseur. Dès lors, le seul vrai problème devient la crédibilité de la permutation postulée.

Pour valider son point de vue, Arcand a effectué une opération dont l'essentiel fut de changer les contenants décrits par Corin tout en maintenant présentes leurs fonctions thérapeutiques. La